

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Bij toepassing van artikel 101 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt op 1 januari 1998 het « Institut d'Enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Jurbise », hierna « inrichting B », gefuseerd met het « Institut d'Enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine », hierna « inrichting A », waarvan het een vestiging wordt.

Art. 2. Inrichting B wordt door opslorping gefuseerd met inrichting A.

Art. 3. In afwijking van artikel 25 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, wordt de betrekking van studiemeester-opvoeder van inrichting B gedurende twee elkaar opvolgende burgerlijke jaren behouden.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 januari 1998.

De Minister belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 403

[C - 98/27058]

11 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon portant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut scientifique de Service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment les articles 4, 10, § 1^{er}, et 17, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 mai 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mai 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 juin 1997;

Vu le protocole n° 249 du Comité de secteur n° XVI, établi le 11 juillet 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE Ier. - Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par dépense relative aux relations publiques : toute publication écrite ou audiovisuelle et toute action d'information et de sensibilisation du public ainsi que les frais accessoires y afférents.

Art. 2. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location.

CHAPITRE II. - De l'engagement des agents contractuels

Art. 3. Aux fins prévues à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, le Gouvernement wallon peut autoriser l'engagement d'agents contractuels sur la proposition du conseil de direction de l'Institut scientifique de Service public, ci-après dénommé l'Institut (en abrégé ISSEP).

Par dérogation à l'alinéa précédent, sur proposition du conseil de direction, le Ministre fonctionnellement compétent peut autoriser le directeur général à pourvoir au remplacement du personnel technique scientifique momentanément absent. Le contrat de remplacement ne peut excéder trois mois.

Art. 4. Pour l'application de l'article 3, alinéa 1^{er}, il est fait appel aux candidat(e)s par un avis publié dans deux organes quotidiens de la presse belge.

Cet avis indique notamment :

1° la description de la fonction et la localisation de l'emploi;

2° les conditions d'engagement et le barème applicable;

3° le délai et la forme de présentation des candidatures ainsi que les pièces à produire.

Les candidatures sont examinées par un jury de sélection composé du directeur général, du directeur général adjoint ou en son absence de l'inspecteur général et de la personne responsable du service pour lequel l'engagement est effectué.

Art. 5. Le directeur général est tenu de communiquer trimestriellement, au Ministre fonctionnellement compétent, pour chaque engagement :

- le nom et le prénom de la personne engagée;
- les dates des contrats successifs à l'Institut (date, début et fin de contrat);
- l'autorité signataire;
- la fonction exercée;
- la ou les missions à laquelle/auxquelles la personne est affectée.

CHAPITRE III. - *Des attributions du collège des directeurs*

Art. 6. Il existe au sein de l'Institut un collège des directeurs comprenant le directeur général, le directeur général adjoint et les directeurs de siège d'exploitation.

Le collège des directeurs est compétent, dans le cadre de la gestion journalière de l'Institut,

pour :

1° l'organisation des services de l'Institut, l'élaboration du programme de recrutement et la répartition des moyens humains, financiers et d'équipement;

2° l'élaboration de l'avant-projet de budget annuel à soumettre au Gouvernement wallon;

3° le programme des investissements à soumettre au Gouvernement wallon;

4° l'examen de tout projet de contrat ou de convention engageant l'Institut, soit dans une mission permanente, soit dans un programme de recherche, et approbation de contrats ou conventions passés avec la CECA, l'UE ou d'autres organismes internationaux moyennant l'accord préalable du Ministre fonctionnellement compétent;

5° l'élaboration des procédures et la fixation des coûts des prestations techniques, de contrôle, de consultance, d'analyse et d'expérimentation, à soumettre au Gouvernement wallon;

6° l'attribution des mandats d'expert confiés à l'Institut dans l'exercice de ses missions;

7° l'examen des projets de publication et de communication à caractère scientifique et approbation de ceux-ci dans les limites fixées à l'article 7, alinéa 4;

En cas de doute sur la qualité scientifique d'un projet de publication ou de communication, le collège des directeurs saisit la commission visée à l'article 5 du décret du 7 juin 1990 portant création de l'Institut scientifique de Service public en Région wallonne, qui en délibère;

8° la transmission trimestrielle au Gouvernement wallon, dans un délai d'un mois après l'expiration de la période concernée, des situations du bilan, des comptes de résultats et de la trésorerie. Ces comptes seront présentés dans le cadre d'une comptabilité analytique en relation avec les budgets adoptés. L'état de consommation du budget de l'Institut sera également transmis mensuellement au Gouvernement wallon, dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période concernée et ce, en justifiant les consommations les plus importantes.

CHAPITRE IV. - *Des attributions respectives du directeur général, du directeur général adjoint et des directeurs de siège*

Section 1re - Des délégations en matière de dépenses

Art. 7. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des services relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable au budget de l'Institut, à l'exception des dépenses relatives à la participation à des séminaires et colloques, aux frais de réunions, aux missions à l'étranger, aux relations publiques, à la documentation générale, au personnel, aux études, à l'achat et à la vente de biens immobiliers et à l'octroi de subsides :

- directeur général :	2 500 000 francs
- directeur général adjoint	1 200 000 francs
- directeur de siège :	75 000 francs.

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Délégation est accordée au directeur général, après accord préalable du Ministre fonctionnellement compétent, pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux missions à l'étranger.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200 000 francs relatives à la documentation générale et aux relations publiques.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées mensuellement à la connaissance du Ministre fonctionnellement compétent. A défaut, il est fait application de l'article 17, alinéa 1^{er}, de l'arrêté.

Art. 8. Délégation est accordée au directeur général et au directeur général adjoint pour signer les relevés de mutation relatifs aux rémunérations et allocations du personnel de l'Institut ainsi que pour engager, approuver et ordonnancer les indemnités de personnel et toute autre dépense de personnel imputables au budget de l'Institut.

Art. 9. Le directeur général et les agents définitifs des niveaux 1, 2+ ou 2 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus au budget de l'Institut.

Art. 10. Dans le cadre de l'approbation de travaux supplémentaires ou modificatifs pour lesquels l'Institut est le maître de l'ouvrage, le montant d'un décompte ou le total des montants des décomptes successifs peuvent être approuvés par le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur de siège pour autant qu'il ne dépasse pas 15 % du montant initial de la soumission approuvée par l'ordonnateur primaire.

Art. 11. Chaque agent délégué est tenu de communiquer mensuellement au directeur général :

- 1° une liste des engagements et ordonnancements qu'il a réalisés en application des dispositions du présent arrêté;
- 2° un inventaire des nouvelles acquisitions patrimoniales, avec l'indication du numéro d'inventaire attribué au matériel et de sa localisation.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis au directeur général dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période mensuelle concernée. Le directeur général communique lesdits documents, en ce compris le relevé des opérations qu'il a effectuées lui-même, au Ministre fonctionnellement compétent.

Section 2 - Des délégations relatives au personnel

Art. 12. Délégation est accordée au directeur général pour :

- 1° prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger;
- 2° octroyer des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure;
- 3° octroyer des congés parentaux et des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officieuse;
- 4° prendre les décisions relatives à la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;
- 5° procéder à l'admission au stage et à la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4,
- 6° procéder à l'affectation des agents de l'Institut;
- 7° fixer la résidence administrative des agents de l'Institut;
- 8° prendre les décisions relatives à l'interruption de la carrière professionnelle;
- 9° prendre les décisions relatives aux congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale;
- 10° désigner, dans le cadre des affaires examinées par la chambre de recours, l'agent définitif chargé de défendre la proposition contestée;
- 11° prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;
- 12° prononcer la mise en disponibilité pour convenance personnelle;
- 13° prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou d'infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par le Service de santé administratif;
- 14° signer, en exécution des décisions du Gouvernement wallon ou du Ministre fonctionnellement compétent, les contrats de travail du personnel engagé conformément au chapitre II du présent arrêté;
- 15° prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement, pour motif grave, du personnel contractuel;
- 16° recevoir les prestations de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;
- 17° prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des agents de l'Institut, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel.

Section 3 - Des délégations particulières

Art. 13. Le directeur général est habilité à représenter l'Institut, à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant. Il peut déléguer ce pouvoir de représentation au directeur général adjoint ou à l'un des directeurs de siège d'exploitation de l'Institut. Il est tenu d'informer le Ministre de tutelle de tout litige existant.

Art. 14. Le directeur général est habilité à proposer au président de la commission scientifique d'orientation les points de l'ordre du jour qu'il souhaite voir traiter et à approuver tout document émanant de l'Institut qui est transmis à cette commission, à savoir entre autres :

- 1° les programmes;
- 2° les situations et rapports périodiques;
- 3° le rapport annuel.

Art. 15. Le directeur général et les agents définitifs désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à ordonnancer, au profit de l'Institut, toute recette dans les matières relevant des compétences de cet organisme.

Art. 16. Dans le cadre des demandes relatives à des contrôles, essais ou expertises réglementés, le directeur général, en accord avec le directeur du siège concerné, désigne l'agent habilité à prendre toutes les décisions utiles à la réalisation des tests conformément aux réglementations qui les régissent et à présenter en cosignature avec le directeur général les protocoles et rapports qui en résultent.

Section 4 - De l'exercice des délégations

Art. 17. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonner toutes dépenses visées par le présent arrêté, ni de procéder, pour tout ou partie des délégations octroyées, à un contrôle a priori des opérations effectuées par délégation.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées par les agents délégués atteint 75 % des crédits prévus pour l'allocation de base concernée. La suspension peut être levée moyennant l'autorisation préalable de l'ordonnateur primaire.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

Art. 18. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur général adjoint de l'Institut.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général adjoint, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1er, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur du siège de Liège ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, au directeur du siège de Colfontaine.

Art. 19. Les supérieurs hiérarchiques d'un agent délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par l'agent délégué.

CHAPITRE V. - Du pouvoir de gestion exclusif du Gouvernement wallon

Art. 20. En ce qui concerne le personnel, le Gouvernement wallon est seul compétent pour :

- 1° les arrêtés à caractère organique ou réglementaire;
- 2° l'octroi des délégations;
- 3° le cadre;
- 4° le règlement d'ordre intérieur;
- 5° les déclarations de vacances d'emplois en vue d'y pourvoir par promotion, mutation ou recrutement;
- 6° l'octroi de fonctions supérieures, les promotions par avancement de grade et les mutations à la demande de l'agent;
- 7° les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les commissions et chambres de recours;
- 8° les mutations d'office;
- 9° l'adoption des programmes de recrutement;
- 10° la nomination à titre définitif des agents du niveau 1.

CHAPITRE VI. - Dispositions finales

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut scientifique de Service public est abrogé.

Art. 22. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de la Recherche et du Développement technologique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 1997

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 403

[C - 98/27058]

11. DEZEMBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Dienstordnung des "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Einrichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region, insbesondere der Artikel 4, 10, § 1 und 17, § 2;

Aufgrund des am 2. Mai 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Mai 1997 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 26. Juni 1997 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 249 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 11. Juli 1997;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;
Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes und des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
Beschließt:

KAPITEL I - *Allgemeines*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter Ausgabe für Öffentlichkeitsarbeit jede schriftliche oder audiovisuelle Veröffentlichung und jede Tätigkeit zur Information und Sensibilisierung der Öffentlichkeit sowie die damit verbundenen Nebenkosten.

Art. 2 - Die im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Beträge decken die gesamte Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Wenn es sich um das Abonnement auf eine Zeitung, eine Zeitschrift, ein Fachblatt oder eine Datenbank oder um einen Verleih handelt, deckt die Ausgabe die jährlichen Kosten des Abonnements oder des Verleihs.

KAPITEL II - *Einstellung von Vertragsbediensteten*

Art. 3 - Zu den Zwecken, die in Artikel 2, Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, vorgesehen sind, ist die Wallonische Regierung berechtigt, auf Vorschlag des Direktionsrats des nachstehend das "Institut" genannten "Institut scientifique de Service public" (abgekürzt ISSEP) die Einstellung von Vertragsbediensteten zu genehmigen.

In Abweichung vom vorstehenden Absatz ist der von der Funktion her zuständige Minister berechtigt, auf Vorschlag des Direktionsrats dem Generaldirektor zu erlauben, das zur Zeit abwesende wissenschaftliche Fachpersonal zu ersetzen. Der Ersetzungsvertrag darf drei Monate nicht überschreiten.

Art. 4 - Für die Anwendung von Artikel 3, Absatz 1 werden die Bewerber durch eine in zwei belgischen Tageszeitungen veröffentlichte Bekanntmachung aufgerufen.

Diese Bekanntmachung gibt unter anderem Folgendes an:

- 1° die Beschreibung des Amtes und den Standort der Arbeitsstelle;
- 2° die Einstellungsbedingungen und die anwendbare Gehaltsstufe;
- 3° die Frist und die Form für die Einreichung der Bewerbungen sowie die vorzulegenden Belege.

Die Bewerbungen werden durch einen Auswahlausschuß überprüft, der aus dem Generaldirektor, dem beigeordneten Generaldirektor oder, wenn er abwesend ist, dem Generalinspektor und dem Verantwortlichen der Dienststelle, für die die Einstellung vorgenommen wird, besteht.

Art. 5 - Der Generaldirektor ist verpflichtet, dem von der Funktion her zuständigen Minister vierteljährlich für jede Einstellung Folgendes mitzuteilen:

- den Namen und Vornamen der eingestellten Person;
- die Daten der aufeinanderfolgenden Verträge beim Institut (Datum, Beginn und Ende vom Vertrag);
- die unterzeichnende Behörde;
- das ausgeübte Amt;
- die Aufgabe(n), für die die Person eingesetzt wird.

KAPITEL III - *Zuständigkeiten des Kollegiums der Direktoren*

Art. 6 - Es besteht innerhalb des Instituts ein Kollegium der Direktoren, das aus dem Generaldirektor, dem beigeordneten Generaldirektor und den Direktoren der Betriebssitze zusammengesetzt ist.

Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung des Instituts ist das Kollegium der Direktoren für das Folgende zuständig:

- 1° die Organisation der Dienststellen des Instituts, die Aufstellung des Anwerbungsprogramms und die Aufteilung der menschlichen, finanziellen und Ausrüstungsmittel;
- 2° die Aufstellung des der Wallonischen Regierung vorzulegenden Vorentwurfs des jährlichen Haushaltsplans;
- 3° das der Wallonischen Regierung vorzulegende Investierungsprogramm;
- 4° die Untersuchung jedes Entwurfs von Vertrag oder Vereinbarung, durch den bzw. die das Institut entweder im Rahmen einer permanenten Aufgabe oder im Rahmen eines Forschungsprogramms Verpflichtungen aufnimmt, und die Genehmigung der Verträge und Vereinbarungen, die mit der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl, der Europäischen Union oder anderen internationalen Einrichtungen unter Vorbehalt des vorherigen Einverständnisses des von der Funktion her zuständigen Ministers abgeschlossen werden;
- 5° die Bestimmung der Verfahren und der Kosten für Fachleistungen, Kontrollen, Beratungen, Untersuchungen und Experimente, die der Wallonischen Regierung vorzulegen sind;
- 6° die Zuteilung von Sachverständigenaufträgen, die dem Institut im Rahmen der Erfüllung seiner Aufgaben anvertraut werden;
- 7° die Untersuchung der Entwürfe von Veröffentlichungen und Mitteilungen wissenschaftlicher die Genehmigung dieser Entwürfe in den in Artikel 7, Absatz 4 bestimmten Grenzen.

Bei Zweifel an der wissenschaftlichen Qualität eines Veröffentlichungs- oder Mitteilungsentwurfs wendet sich das Kollegium der Direktoren an die in Artikel 5 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Einrichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region erwähnte Kommission, die darüber beschließt.

8° die vierteljährliche Übermittlung der Bilanzlage, der Erfolgsrechnungen und der Kassenführung an die Wallonische Regierung innerhalb einer Frist von einem Monat nach Ablauf der betroffenen Periode. Diese Berichte werden im Rahmen einer analytischen Betriebsbuchführung im Zusammenhang mit den angenommenen Haushaltsplänen vorgelegt. Der jeweilige Stand bezüglich der Benutzung der Haushaltsmittel des Instituts wird ebenfalls monatlich der Wallonischen Regierung innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach Ablauf der betroffenen Periode mitgeteilt und zwar mit der Rechtfertigung der wichtigsten Ausgabenposten.

*KAPITEL IV - Zuständigkeiten des Generaldirektors, des beigeordneten Generaldirektors
und der Direktoren der Betriebssitze*

Abschnitt 1 - Befugnisse in Sachen Ausgaben

Art. 7 - Die Inhaber der folgenden Ämter werden im Rahmen der Tätigkeiten der Dienststellen, die ihnen unterliegen, zur Festlegung, Genehmigung und Anweisung von Ausgaben bevollmächtigt, die dem Haushalt des Instituts zur Last fallen, und zwar bis zur Höhe der nachstehend gegenüber ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge. Diese Vollmacht gilt jedoch nicht für Ausgaben bezüglich der Teilnahme an Arbeitstagungen und Kolloquien, Versammlungen, Aufgaben im Ausland, Öffentlichkeitsarbeit, allgemeiner Dokumentation, Personal, Studien, des An- und Verkaufs von Immobiliengütern und der Gewährung von Beihilfen:

- Generaldirektor	2 500 000 BEF
- Beigeordneter Generaldirektor	1 200 000 BEF
- Direktor eines Betriebssitzes	75 000 BEF.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, bis zur Höhe von 100 000 BEF Ausgaben betreffend die Teilnahme an Arbeitstagungen und Kolloquien und betreffend Versammlungskosten festzulegen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, nach dem vorherigen Einverständnis des von der Funktion her zuständigen Ministers, Ausgaben betreffend Aufgaben im Ausland festzulegen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Dem Generaldirektor wird außerdem die Vollmacht erteilt, bis zur Höhe von 200 000 BEF Ausgaben betreffend allgemeine Dokumentation und Öffentlichkeitsarbeit festzulegen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Die in Absatz 4 erwähnten Ausgaben werden jeden Monat dem von der Funktion her zuständigen Minister mitgeteilt. Mangels dessen wird Artikel 17, Absatz 1 des Erlasses angewandt.

Art. 8 - Dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Überweisungsausweise bezüglich der Gehälter und Zulagen des Personals des Instituts zu unterzeichnen sowie die Vergütungen des Personals und jede andere Personalausgabe, die zur Last des Haushaltsplans fallen, festzulegen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Art. 9 - Der Generaldirektor und die zu diesem Zweck von ihm bezeichneten endgültig ernannten Bediensteten der Stufen 1, 2+ oder 2 sind befugt, die vom ersten Anweisungsbefugten festgelegten Ausgaben zu Lasten der im Haushaltsplan des Instituts vorgesehenen Mittel zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Art. 10 - Im Rahmen der Genehmigung von zusätzlichen oder abändernden Arbeiten, für die das Institut der Bauherr ist, kann der Betrag einer Abrechnung oder der gesamte Betrag der aufeinanderfolgenden Abrechnungen vom Generaldirektor, vom beigeordneten Generaldirektor oder vom Direktor des Betriebssitzes genehmigt werden, soweit er 15 % des ursprünglichen Betrags des vom ersten Anweisungsbefugten genehmigten Angebots nicht überschreitet.

Art. 11 - Jeder bevollmächtigte Bedienstete ist verpflichtet, dem Generaldirektor jeden Monat das Folgende zu übermitteln:

1° eine Liste der Ausgabenverpflichtungen und -anweisungen, die er in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses getätigt hat;

2° ein Verzeichnis der neuen Vermögenserwerbe mit der Angabe der dem Material vergebenen Inventarnummer und seiner Lokalisierung.

Die im ersten Absatz erwähnten Dokumente werden dem Generaldirektor innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach Ablauf der betroffenen monatlichen Periode übermittelt. Der Generaldirektor teilt die besagten Dokumente zusammen mit dem Verzeichnis der von ihm selbst abgeschlossenen Geschäfte dem von der Funktion her zuständigen Minister mit.

Abschnitt 2 - Befugnisse in Sachen Personal

Art. 12 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht für das Folgende erteilt:

1° Beschlüsse zu fassen, was die Jahresurlaubstage, die besonderen und umstandsbedingten Urlaubstage und die Dienstaufgaben, mit Ausnahme der Aufgaben im Ausland, betrifft;

2° Dienstbefreiungen, die durch Umstände zwingender Gewalt erfordert werden, zu bewilligen;

3° Elternurlaub und Arbeitsbefreiungen, um an in der Zivilschutzschule gegebenen Kursen teilzunehmen, um Leistungen in Friedenszeiten zu erbringen, um ein Kind im Hinblick auf dessen Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft aufzunehmen, zu bewilligen;

4° Beschlüsse zu fassen, was Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten betrifft;

5° die Zulassung zur Probezeit und die endgültige Ernennung der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 vorzunehmen;

6° die Zuweisung der Bediensteten des Instituts vorzunehmen;

7° den Amtssitz der Bediensteten des Instituts festzulegen;

8° Beschlüsse über die Unterbrechung der beruflichen Laufbahn zu fassen;

9° Beschlüsse zu fassen über Urlaub aus zwingenden familiären Gründen, über Arbeitsbefreiungen, um eine Probezeit in einem öffentlichen Dienst abzuleisten, um eine Kandidatur bei den Parlaments- oder Provinzialwahlen vorzuschlagen, um eine Aktivität innerhalb der durch die gesetzgebenden nationalen, gemeinschaftlichen oder regionalen Versammlungen anerkannten politischen Fraktionen oder bei den Vorsitzenden dieser Fraktionen auszuüben, über reduzierte Leistungen wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, um zur Verfügung des Königs gestellt zu werden, über Aufgaben bzw. gewerkschaftliche Aufgaben, über langzeitige Abwesenheiten aus familiären Gründen, über reduzierte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen oder aus persönlichen Gründen, um an einem Unterricht zwecks der Vervollkommnung der geistigen, moralischen oder sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs zum sozialen Aufstieg teilzunehmen;

10° im Rahmen der durch die Berufungskammer überprüften Angelegenheiten den mit der Verteidigung des angefochtenen Vorschlags beauftragten endgültig ernannten Bediensteten zu bezeichnen;

11° die zeitweilige Entlassung aus dem Dienst wegen einer Krankheit oder Gebrechlichkeit, die die endgültige Dienstunfähigkeit nicht zur Folge hat aber Abwesenheiten mit sich bringt, deren Dauer die Dauer des Urlaubs wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit überschreitet, zu verkünden;

12° die zeitweilige Entlassung aus dem Dienst aus persönlichen Gründen zu verkünden;

13° Beschlüsse über den Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der vom Gesundheitsdienst der Verwaltung gefaßten Beschlüsse in bezug auf eine körperliche Unfähigkeit zu treffen sind;

14° in Ausführung der Beschlüsse der Wallonischen Regierung oder des von der Funktion her zuständigen Ministers die Arbeitsverträge des gemäß dem Kapitel II des vorliegenden Erlasses eingestellten Personals zu unterschreiben;

15° in Anwendung von Artikel 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge die Beschlüsse über die Entlassung des Vertragspersonals aus schwerwiegenden Gründen zu fassen;

16° die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 abzunehmen;

17° die Beschlüsse über die Festlegung und die Zahlung des Gehalts der Bediensteten des Instituts, einschließlich des Gehaltsvorschubs und der Zulage für die Ausübung von höheren Funktionen sowie der außerordentlichen Zahlung von Dienstleistungen zu fassen.

Abschnitt 3 - Sonderbefugnisse

Art. 13 - Der Generaldirektor ist befugt, das Institut gegenüber Dritten und vor Gericht entweder als Kläger oder als Beklagter zu vertreten. Er ist berechtigt, dem beigeordneten Generaldirektor oder einem der Direktoren eines Betriebssitzes des Instituts diese Vertretungsbefugnis zu übertragen. Er ist verpflichtet, den übergeordneten Minister über jede Streitsache zu informieren.

Art. 14 - Der Generaldirektor ist befugt, dem Vorsitzenden der wissenschaftlichen Beratungskommission die Punkte der Tagesordnung, deren Behandlung von ihm erwünscht wird, vorzuschlagen und jedes Dokument des Instituts, das dieser Kommission übermittelt wird, zu genehmigen, und zwar unter anderem:

1° die Programme;

2° die periodischen Lageberichte und Bilanzen;

3° den Jahresbericht.

Art. 15 - Der Generaldirektor und die zu diesem Zweck von ihm bezeichneten endgültig ernannten Bediensteten sind befugt, jede Einnahme in den zur Zuständigkeit dieser Einrichtung gehörenden Bereichen zugunsten des Instituts anzuordnen.

Art. 16 - Im Rahmen der Anträge in bezug auf geregelte Kontrollen, Versuche oder Gutachten bezeichnet der Generaldirektor mit dem Einverständnis des Direktors des betreffenden Betriebssitzes den Bediensteten, der befugt ist, alle Beschlüsse zu fassen, die für die Ausführung der Versuche gemäß den einschlägigen Regelungen notwendig sind. Er unterzeichnet zusammen mit dem Generaldirektor die Protokolle und Berichte, die sich daraus ergeben.

Abschnitt 4 - Ausübung der Befugnisse

Art. 17 - Die vorstehenden Bestimmungen haben nicht zum Ziel, dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis, die gesamten im vorliegenden Erlaß erwähnten Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen, zu entziehen noch für einen Teil oder die Gesamtheit der gewährten Vollmachten eine Vorkontrolle der im Auftrag vorgenommenen Maßnahmen auszuführen.

Unbeschadet vom ersten Absatz werden die Übertragungen von Vollmachten in Sachen Festlegung von Ausgabenverpflichtungen aufgehoben, sobald der Betrag der von den bevollmächtigten Bediensteten festgelegten Ausgaben 75 % der für die betreffende Basiszuwendung vorgesehenen Mittel erreicht. Die Aufhebung kann mit dem vorherigen Einverständnis des ersten Anweisungsbefugten ausgesetzt werden.

Der Absatz 2 findet jedoch keine Anwendung auf die festen Ausgaben.

Art. 18 - Wenn der Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, werden die Befugnisse, mit denen er ausgestattet ist, mangels gegenteiliger Ordnungsbestimmungen oder besonderer Bestimmungen, die vom Inhaber des Amtes getroffen werden, während der Dauer der Abwesenheit oder der Verhinderung dem beigeordneten Generaldirektor des Instituts anvertraut.

Wenn der beigeordnete Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, werden die Befugnisse, mit denen er ausgestattet ist, sowie die im ersten Absatz erwähnten Befugnisse, mangels gegenteiliger Ordnungsbestimmungen oder besonderer Bestimmungen, die vom Inhaber des Amtes getroffen werden, während der Dauer der Abwesenheit oder der Verhinderung dem Direktor des Sitzes von Lüttich oder, wenn dieser abwesend oder verhindert ist, dem Direktor des Sitzes von Colfontaine anvertraut.

Art. 19 - Die Vorgesetzten eines bevollmächtigten Bediensteten sind berechtigt, die Vollmachten, die letzterem erteilt worden sind, aus irgendwelchem Grund selber auszuüben. Sie sind jedoch nicht berechtigt, den gegebenenfalls vom bevollmächtigten Bediensteten gefaßten und mitgeteilten Beschluß durch ihren eigenen Beschluß zu ersetzen.

KAPITEL V - *Exklusivführungsbefugnis der Wallonischen Regierung*

Art. 20 - Was das Personal betrifft, ist die Wallonische Regierung allein zuständig für:

- 1° die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;
- 2° die Erteilung von Vollmachten;
- 3° den Stellenplan;
- 4° die allgemeine Dienstordnung;
- 5° die Verkündung von frei gewordenen Stellen, damit sie durch Beförderung, Versetzung oder Anwerbung besetzt werden;
- 6° die Erteilung von höheren Funktionen, die Beförderungen durch Gradbeförderung und die Versetzungen auf Antrag des Bediensteten;
- 7° die endgültigen Beschlüsse im Anschluß an die von der Berufungskommission und der Berufungskammer abgegebenen Gutachten;
- 8° die Versetzungen von Rechts wegen;
- 9° die Annahme der Anwerbungsprogramme;
- 10° die endgültige Ernennung der Bediensteten der Stufe 1.

KAPITEL VI - *Schlußbestimmungen*

Art. 21 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Festlegung der allgemeinen Dienstordnung des "Institut scientifique de Service public" wird aufgehoben.

Art. 22 - Der Minister des Öffentlichen diestes und der Minister der Forschung und der Technologischen Entwicklung werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 403

[C - 98/27058]

11 DECEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering houdende het huishoudelijk reglement van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" in het Waalse Gewest, inzonderheid op de artikelen 4, 10, § 1, en 17, § 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 mei 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 mei 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 26 juni 1997;

Gelet op het protocol nr. 249 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 11 juli 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder uitgaven voor public relations : de uitgaven voor geschreven of audiovisuele publicaties en handelingen i.v.m. informatie en bewustmaking van het publiek, alsook alle bijkomende kosten die daar aan verbonden zijn.

Art. 2. De in dit besluit bedoelde bedragen dekken het geheel van de uitgaven, B.T.W. niet inbegrepen. Als het gaat om een inschrijving op een abonnement, tijdschrift, periodiek of databank of om een verhuring, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of de verhuring.

HOOFDSTUK II. - *Indienstneming van contractuele ambtenaren*

Art. 3. Overeenkomstig artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen

die ervan afhangen, kan de Waalse Regering instemmen met de indienstneming van contractuele ambtenaren op de voordracht van de directieraad van het "Institut scientifique de Service public" (afgekort "ISSEP"), hierna "het Instituut" genoemd. In afwijking van het vorige lid kan de functioneel bevoegde Minister, op de voordracht van de directieraad, de directeur-generaal machtiging geven om te voorzien in de vervanging van het technisch-wetenschappelijke personeel dat momenteel afwezig is. Het vervangingscontract mag niet langer lopen dan drie maanden.

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 3, eerste lid, worden de kandidaten opgeroepen d.m.v. een bericht in twee dagbladen van de Belgische pers.

Dit bericht bevat o.a. de volgende gegevens :

- 1° de beschrijving en de plaats van het ambt;
- 2° de voorwaarden voor de indienstneming en de weddeschaal die van toepassing is;
- 3° de termijn waarbinnen en de wijze waarop de kandidaturen ingediend moeten worden, alsook de over te leggen stukken.

De kandidaturen worden onderzocht door een selectiejury die bestaat uit de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of, bij diens afwezigheid, de inspecteur-generaal en de persoon die verantwoordelijk is voor de dienst waarvoor de indienstneming bedoeld is.

Art. 5. Voor elke indienstneming moet de directeur-generaal elke trimester de volgende gegevens verstrekken aan de functioneel bevoegde Minister :

- de naam en voornaam van de indienstgenomen persoon;
- de datum van de opeenvolgende contracten bij het Instituut (datum, begin en einde van het contract);
- de overheid die ondertekend heeft;
- het uitgeoefende ambt;
- de opdracht(en) waarvoor de persoon aangewezen is.

HOOFDSTUK III. - *Bevoegdheden van het college van directeurs*

Art. 6. Binnen het Instituut bestaat een college van directeurs dat samengesteld is uit de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de directeurs van een bedrijfszetel.

In het kader van het dagelijkse beheer van het Instituut is het college van directeurs bevoegd voor :

- 1° de organisatie van de diensten van het Instituut, de opmaak van het wervingsprogramma en de verdeling van de menselijke krachten, de financiële middelen en de uitrusting;
- 2° de opmaak van het aan de Waalse Regering over te leggen voorontwerp van jaarlijkse begroting;
- 3° het aan de Waalse Regering over te leggen investeringsprogramma;
- 4° het onderzoek van elk ontwerp van contract of overeenkomst, waarbij het Instituut zich verbindt, hetzij tot een vaste opdracht, hetzij tot een onderzoeksprogramma, en de goedkeuring van contracten of overeenkomsten die gesloten worden met de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (EGKS), de E.U. of andere internationale instellingen met de voorafgaande instemming van de functioneel bevoegde Minister;
- 5° de uitwerking van procedures en de vaststelling van de kosten i.v.m. technische prestaties, controle, consultatie, analyse en proefneming, die aan de Waalse Regering onderworpen moeten worden;
- 6° het verlenen van deskundigenmandaten die aan het Instituut worden toegewezen in het kader van zijn opdrachten;
- 7° het onderzoek van de publicatie- en communicatieontwerpen van wetenschappelijke aard en de goedkeuring daarvan binnen de in artikel 7, vierde lid, bedoelde perken;
- 8° de driemaandelijkse overlegging aan de Waalse Regering van de balans, de resultatenrekening en een overzicht van de schatkist binnen een termijn van één maand na afloop van de bedoelde periode. Deze rekeningen moeten overgelegd worden in het kader van een analytische boekhouding in verband met de goedgekeurde begrotingen. Een overzicht van de begroting van het Instituut moet eveneens maandelijks overgelegd worden aan de Waalse Regering binnen een termijn van vijftien dagen na afloop van de bedoelde periode, met een rechtvaardiging van de belangrijkste uitgaven.

In geval van twijfel over de wetenschappelijke kwaliteit van een publicatie- of communicatieontwerp wendt het college van directeurs zich tot de commissie bedoeld in artikel 5 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de service public" in het Waalse Gewest, die daarover beraadslaagt.

HOOFDSTUK IV. - *Bevoegdheden van de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de directeurs van een zetel*

Afdeling 1 - Opdrachten inzake uitgaven

Art. 7. De titularissen van de onderstaande ambten zijn ertoe gemachtigd ten belope van het bedrag dat naast hun graad wordt vermeld, in het kader van de activiteiten van de diensten die onder hun gezag staan, alle uitgaven vast te leggen, goed te keuren en betaalbaar te stellen die op de begroting van het Instituut toe te rekenen zijn, met uitzondering van de uitgaven voor deelneming aan seminaries en colloquia, vergaderingen, voor opdrachten in het buitenland, public relations, algemene documentatie, personeel, studies, aankoop en verkoop van onroerende goederen en toekenning van subsidies :

- | | |
|--------------------------------|---------------|
| - directeur-generaal : | 2 500 000 BEF |
| - adjunct-directeur-generaal : | 1 200 000 BEF |
| - directeur van een zetel : | 75 000 BEF. |

De directeur-generaal is gemachtigd om de uitgaven voor seminaries, colloquia en vergaderingen vast te leggen, goed te keuren en betaalbaar te stellen tot een bedrag van 100 000 BEF.

De directeur-generaal is gemachtigd om de uitgaven voor opdrachten in het buitenland vast te leggen, goed te keuren en betaalbaar te stellen, mits voorafgaande toestemming van de functioneel bevoegde Minister.

De directeur-generaal is bovendien gemachtigd om de uitgaven voor algemene documentatie en public relations vast te leggen, goed te keuren en betaalbaar te stellen tot een bedrag van 200 000 BEF.

De in het vierde lid bedoelde uitgaven worden maandelijks ter kennis gebracht van de functioneel bevoegde Minister. Bij gebreke daarvan is artikel 17, eerste lid, van het besluit van toepassing.

Art. 8. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal zijn gemachtigd om de mutatielijsten te ondertekenen die betrekking hebben op de wedden en toelagen van het personeel van het Instituut, en om de personeelskosten alsook alle andere personeelsuitgaven ten laste van de begroting van het Instituut vast te leggen, goed te keuren en betaalbaar te stellen.

Art. 9. De directeur-generaal en de door hem daartoe aangewezen vaste ambtenaren van niveau 1, 2+ of 2 zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en betaalbaar te stellen die de primaire ordonnateur vastlegt ten laste van de kredieten die op de begroting van het Instituut voorzien zijn.

Art. 10. In het kader van de goedkeuring van bijkomende of wijzigingswerkzaamheden waarvan het Instituut de opdrachtgever is, mag het bedrag van een afrekening of het totaalbedrag van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de directeur van een zetel, voor zover het niet hoger is dan 15% van het aanvankelijke bedrag van de door de primaire ordonnateur goedgekeurde inschrijving.

Art. 11. Elke gemachtigde ambtenaar moet de directeur-generaal maandelijks de volgende stukken verschaffen :

1° een lijst van de vastleggingen en betaalbaarstellingen die hij verricht heeft overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

2° een inventaris van de nieuwe patrimoniale aankopen, met het aan het materieel toegekende inventarisnummer en de lokalisatie ervan. De in het eerste lid bedoelde stukken worden vestuurd naar de directeur-generaal binnen een termijn van vijftien dagen na afloop van de bedoelde maandelijks periode. De directeur-generaal stuurt deze stukken door naar de functioneel bevoegde Minister, met inbegrip van de lijst van de door hem uitgevoerde verrichtingen.

Afdeling 2 - Opdrachten betreffende het personeel

Art. 12. De directeur-generaal is gemachtigd om :

1° beslissingen te nemen i.v.m. het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijke en het omstandigheidsverlof, alsook i.v.m. andere opdrachten dan opdrachten in het buitenland;

2° vrijstellingen van dienst wegens overmacht toe te staan;

3° ouderschapsverlof toe te staan, alsook verlof om cursussen bij te wonen aan de school van de burgerlijke veiligheid, om dienstplicht te vervullen in vredeestijd, verlof voor de opvang van een kind met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

4° beslissingen te nemen i.v.m. arbeidsongevallen en beroepsziekten;

5° de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 tot de proeftijd toe te laten en in vast verband te benoemen;

6° de ambtenaren van het Instituut aan te wijzen;

7° de administratieve verblijfplaats van de ambtenaren van het Instituut te bepalen;

8° beslissingen te nemen i.v.m. de onderbreking van de beroepsloopbaan;

9° beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang, in het kader van een stage of proeftijd bij een openbare dienst of het stellen van een kandidatuur voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen, van prestaties ten gunste van de door de nationale, gemeenschappelijke of gewestelijke wetgevende Kamers erkende politieke groeperingen of ten gunste van de voorzitters van deze groeperingen, alsook beslissingen i.v.m. het verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht en vakbondsopdracht, langdurige afwezigheid gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheid, of om cursussen te volgen met het oog op de vervolmaking van de intellectuele, morele of sociale opleiding in het kader van een verlof voor maatschappelijke emancipatie;

10° in het kader van de door de raad van beroep onderzochte zaken de vaste ambtenaar aan te wijzen die het betwiste voorstel moet verdedigen;

11° de in disponibiliteitstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken die niet een definitieve dienstongeschiktheid tot gevolg heeft maar afwezigheden die langer zijn dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

12° de in disponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheid uit te spreken;

13° beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, behalve de gevolgen te geven aan de beslissingen die door de Administratieve Gezondheidsdienst worden genomen m.b.t. lichamelijke ongeschiktheid;

14° de arbeidsovereenkomsten van het krachtens hoofdstuk II van dit besluit in dienst genomen personeel te ondertekenen, ter uitvoering van de beslissingen van de Waalse Regering of van de functioneel bevoegde Minister;

15° krachtens artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, beslissingen te nemen i.v.m. het ontslag, om gewichtige reden, van het contractuele personeel;

16° de eedafleggingen van de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 af te nemen;

17° beslissingen te nemen i.v.m. de vaststelling en uitbetaling van de wedde van de ambtenaren van het Instituut, met inbegrip van het voorschot en de toelage voor de uitoefening van een hoger ambt, alsook de uitbetaling voor buitengewone prestaties.

Afdeling 3 - Bijzondere opdrachten

Art. 13. De directeur-generaal is gemachtigd om het Instituut ten aanzien van derden en in rechte te vertegenwoordigen, hetzij als eiser, hetzij als verweerder. Hij kan deze bevoegdheid opdragen aan de adjunct-directeur-generaal of aan één van de directeurs van een bedrijfszetel van het Instituut. Hij moet de toezichthoudende Minister over elk bestaand geschil inlichten.

Art. 14. De directeur-generaal is gemachtigd om de voorzitter van de wetenschappelijke oriëntatiecommissie de punten voor te stellen die hij behandeld wenst te zien, alsook elk document goed te keuren dat van het Instituut uitgaat en dat aan de commissie wordt gezonden, o.a. :

- 1° de programma's;
- 2° de periodieke toestanden en verslagen;
- 3° het jaarverslag.

Art. 15. De directeur-generaal en de door hem daartoe aangewezen vaste ambtenaren zijn gemachtigd om ten gunste van het Instituut elke ontvangst betaalbaar te stellen die onder de bevoegdheid van deze instelling vallen.

Art. 16. In het kader van de aanvragen betreffende gereguleerde controles, proeven of expertises geeft de directeur-generaal, in overeenstemming met de directeur van de bedoelde zetel, machtiging aan een ambtenaar om de nodige beslissingen te nemen i.v.m. de tests die uitgevoerd moeten worden overeenkomstig de regelingen waaronder ze vallen, en om de protocollen en verslagen die daaruit voortvloeien samen met de directeur-generaal te ondertekenen.

Afdeling 4 - Uitoefening van de opdrachten

Art. 17. Voormelde bepalingen hebben niet als gevolg dat aan de primaire ordonnateur de machtiging wordt ontnomen om alle in dit besluit bedoelde uitgaven vast te leggen, goed te keuren en betaalbaar te stellen, of, voor alle of sommige opdrachten, de opgedragen verrichtingen vooraf te controleren.

Onverminderd het eerste lid wordt de machtiging tot vastlegging van uitgaven opgeschort zodra de door de gemachtigde ambtenaren vastgelegde uitgaven gelijk zijn aan 75% van de kredieten die voor de bedoelde basistoelage bestemd zijn. De opschorting kan opgeheven worden met de voorafgaande instemming van de primaire ordonnateur. Het tweede lid is echter niet van toepassing op vaste uitgaven.

Art. 18. In geval van afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal en bij gebrek aan andersluidende verordeningsbepalingen of aan bijzondere bepalingen genomen door de titularis van het ambt, worden zijn opdrachten voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering aan de adjunct-directeur-generaal van het Instituut verleend. In geval van afwezigheid of verhindering van de adjunct-directeur-generaal en bij gebrek aan andersluidende verordeningsbepalingen of aan bijzondere bepalingen genomen door de titularis van het ambt, worden zijn opdrachten alsook de in het eerste lid bedoelde opdrachten voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering aan de directeur van de zetel van Luik verleend of, in geval van afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde, aan de directeur van de zetel van Colfontaine.

Art. 19. De hiërarchische meerderen van een gemachtigd ambtenaar mogen, om welke reden ook, de hem bij dit besluit verleende opdrachten uitoefenen. Ze mogen hun eigen beslissing echter niet in de plaats stellen van de door de gemachtigde ambtenaar genomen en betekende beslissing.

HOOFDSTUK V. - Exclusieve beheersbevoegdheid van de Waalse Regering

Art. 20. Wat het personeel betreft, is alleen de Waalse Regering bevoegd voor :

- 1° de besluiten van organieke of reglementaire aard;
- 2° het verlenen van opdrachten;
- 3° de personeelsformatie;
- 4° het huishoudelijk reglement;
- 5° de vacantverklaring van een ambt om er in te voorzien bij bevordering, mutatie of werving;
- 6° de toekenning van een hoger ambt, de bevorderingen bij verhoging van graad en de mutaties op verzoek van de ambtenaar;
- 7° de definitieve beslissingen ingevolge het advies van de commissies en raden van beroep;
- 8° de mutaties van ambtswege;
- 9° de goedkeuring van de wervingsprogramma's;
- 10° de vaste benoeming van de ambtenaren van niveau 1.

HOOFDSTUK VI. - Slotbepalingen

Art. 21. Het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende het huishoudelijk reglement van het "Institut scientifique de Service public" wordt opgeheven.

Art. 22. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN